Pour ce faire, une conférence-débat placée sous le thème : « Pour un meilleur accès des femmes aux instances de décision » a été organisée au profit des femmes le 29 février 2012 dans les locaux de la mairie de Saponé.

Créée en 1998, l'AFLS a pour but de travailler à l'éveil des consciences chez les femmes en milieu rural afin qu'elles comprennent le rôle combien important qu'elles doivent jouer dans le développement économique et dans les différentes instances et consultations décisionnelles en briguant des postes aux élections à venir.

C'est dans cette optique qu'un projet intitulé "promotion d'un leadership féminin" dans les communes rurales de Kayao, Komsilga, Saponé et Toécé a été lancé depuis le 6 décembre 2011. Ce projet est soutenu par AFLS et l'Union européenne (UE) à travers le Programme de renforcement des capacités des organisations de la société civile (PROS/UE).

La conférence débat animée par Issaka Sourwèma, Naaba Boalga II de Dawélgué/Saponé, journaliste de profession, assisté de Adèle Konseiga/Nonguièrma, présidente de l'Association et du représentant du maire de Saponé, a été largement suivie par les femmes.

Le public était majoritairement composé de femmes accompagnées des chefs coutumiers des différents villages, des responsables locaux des confréries religieuses de la commune.

Après le mot d'ouverture prononcé par le représentant du maire, Mme Konseiga a exprimé sa satisfaction quant à la présence massive des femmes.

Elle a remercié les autorités coutumières pour l'importance qu'elles ont accordée à la rencontre et le souci qu'elles ont du devenir de leur localité à travers la valorisation de la femme.

Dans un exposé très accrocheur et suffisamment évocateur, M. Sourwèma a mis en relief les objectifs poursuivis par ladite conférence. Il s'agit essentiellement de :

sensibiliser la population rurale en général et les femmes en particulier sur leurs droits et devoirs civiques, surtout en période électorale ;

expliquer aux participants les enjeux liés aux élections et que le développement de leur village ou commune est intimement lié à l'acte de vote ou de non-vote ;

amener les femmes à tirer le meilleur profit des votes au regard de leur importance numérique dans les suffrages. Il les a rassurées que la loi leur garantit ces droits en citant les articles 1er, 4, 7 et 17 de la Constitution du Burkina, articles garantissant les libertés individuelles, l'égalité devant la loi, l'égalité entre homme et femme.

Les femmes, a-t-il relevé, sont nombreuses et très actives mais cette mobilisation ne se perçoit pas au niveau des postes de responsabilité politiques et administratives.

Il les a exhortées à prendre l'exemple de Mabovitch Golda Meir en Israel, Margaret Thatcher en Grande Bretagne, Hélen Johnson Sirleaf au Libéria, etc., qui sont des figures de proue et qui donnent la preuve que les femmes peuvent jouer les premiers rôles.

M. Sourwèma a tenu à noter que l'atteinte de ces objectifs passe par la politique des quotas pour un équilibrage de la proportion des hommes et des femmes aux postes électifs, la lutte contre la timidité, la sensibilisation des hommes, le plaidoyer auprès des partis politiques, la lutte contre les comportements sexistes à tous les niveaux, la mise sur pied d'un cadre d'évaluation des élus concernant ce qu'ils promettent aux femmes, l'adoption des mesures de discrimination positive.

L'animateur de la conférence a fait savoir aux femmes que le développement du Burkina dans son ensemble ne peut se faire sans elles.

Avant de se prêter aux questions du public, M. Sourwèma a porté à la connaissance de tous ce voeu si cher au Mogho Naaba Baongo qui souhaite, a-t-il confié, que toutes les composantes sociales de quelque localité que ce soit restent unies, que toute personne jouisse de la valeur humaine afin qu'il n'y ait plus de personnes marginalisées.

Un débat riche et nourri a suivi ces derniers propos de l'animateur de la conférence-débat. Des personnes ont aussi livré des témoignages sur des expériences vécues en rapport avec le sujet.

C'est avec "droit à la parole", un épisode puisé dans le sitcom vis-à-vis, que la population du pays du chapeau (les Japonais du Burkina) a été invitée à méditer davantage.

Par Pascal Tiendrebeogo